

Art. 17. Dans les articles 18 et 19 du même règlement, les mots “ou à l’entreprise d’assurances concernée” sont à chaque fois remplacés par les mots “, à l’entreprise d’assurances, à l’établissement de paiement ou à l’établissement de monnaie électronique concerné” et les mots “ou de l’entreprise d’assurances” sont à chaque fois remplacés par les mots “, de l’entreprise d’assurances, de l’établissement de paiement ou de l’établissement de monnaie électronique” et les mots “ou l’entreprise d’assurances” sont remplacés par les mots “, l’entreprise d’assurances, l’établissement de paiement ou l’établissement de monnaie électronique”.

Art. 18. Dans l’article 20 du même règlement, les mots “ou par l’entreprise d’assurances” sont remplacés par les mots “, par l’entreprise d’assurances, par l’établissement de paiement ou par l’établissement de monnaie électronique”.

Art. 19. Dans l’article 22 du même règlement, les mots “à l’Institut des Réviseurs d’entreprises” sont remplacés par les mots “au Collège de supervision des réviseurs d’entreprises”.

Section II. — Entrée en vigueur

Art. 20. Le présent règlement entre en vigueur le jour de l’entrée en vigueur de l’arrêté royal qui l’approuve.

Le Gouverneur,
P. WUNSCH

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 juin 2019 portant approbation du règlement de la Banque nationale de Belgique du 2 mai 2019 modifiant le règlement de la Banque nationale de Belgique du 21 décembre 2012 concernant l’agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l’Economie,
K. PEETERS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

Art. 17. In de artikelen 18 en 19 van hetzelfde reglement worden de woorden “of verzekeringsonderneming” telkens vervangen door de woorden “, verzekeringsonderneming, betalingsinstelling of instelling voor elektronisch geld” en worden de woorden “of de verzekeringsonderneming” telkens vervangen door de woorden “, de verzekeringsonderneming, de betalingsinstelling of de instelling voor elektronisch geld”.

Art. 18. In artikel 20 van hetzelfde reglement worden de woorden “of de verzekeringsonderneming” vervangen door de woorden “, de verzekeringsonderneming, de betalingsinstelling of de instelling voor elektronisch geld”.

Art. 19. In artikel 22 van hetzelfde reglement worden de woorden “aan het Instituut van de Bedrijfsrevisoren” vervangen door de woorden “aan het College van toezicht op de bedrijfsrevisoren”.

Afdeling II. — Inwerkingtreding

Art. 20. Dit reglement treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot goedkeuring ervan.

De Gouverneur,
P. WUNSCH

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 6 juni 2019 tot goedkeuring van het reglement van de Nationale Bank van België van 2 mei 2019 tot wijziging van het reglement van de Nationale Bank van België van 21 december 2012 betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
K. PEETERS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[C – 2019/13042]

26 MAI 2019. — Arrêté royal fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l’Institut national d’assurance maladie-invalidité octroie une intervention financière pour le fonctionnement des organisations professionnelles représentatives des sages-femmes

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l’article 36*nonies*, inséré par la loi du 22 décembre 2003;

Vu la proposition de la Commission sages-femmes -organismes assureurs du 21 novembre 2018;

Vu l’avis de la Commission de contrôle budgétaire, donné le 28 novembre 2018;

Vu l’avis du Comité de l’assurance soins de santé, donné le 3 décembre 2018;

Vu l’avis de l’Inspecteur des finances, donné le 17 janvier 2019;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2019;

Vu l’examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d’incidence, concluant qu’une évaluation d’incidence n’est pas requise;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L’intervention est octroyée aux organisations professionnelles représentant les sages-femmes dans les organes de l’Institut national d’assurance maladie-invalidité.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[C – 2019/13042]

26 MEI 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten volgens welke het Rijksinstituut voor ziekten en invaliditeitsverzekering een financiële tegemoetkoming toekent voor de werking van de representatieve beroepsorganisaties van de vroedvrouwen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 36*nonies*, ingevoegd bij de wet van 22 december 2003;

Gelet op het voorstel van de Commissie vroedvrouwenverzekeringsinstellingen van 21 november 2018;

Gelet op het advies van de Commissie voor begroetingscontrole, gegeven op 28 november 2018;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, gegeven op 3 december 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 17 januari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2019;

Gelet op de voorafgaand onderzoek van de noodzaak om een effectbeoordeling waarbij werd besloten dat geen effectbeoordeling is vereist;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De tegemoetkoming wordt toegekend aan de beroepsorganisaties die de vroedvrouwen binnen de organen van het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering vertegenwoordigen.

Art. 2. § 1^{er}. Le montant annuel de l'intervention se compose de deux parties pour chaque organisation professionnelle représentative :

1° un montant de base par organisation professionnelle représentative;

2° un montant complémentaire calculé selon la formule suivante : 29,91 EUR x nombre de membres de l'organisation professionnelle représentative x le pourcentage de sages-femmes actives conventionnées. Ce pourcentage est fixé selon le rôle linguistique du dispensateur enregistré à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité si les organisations professionnelles représentatives sont linguistiquement scindées.

Le nombre de membres (chiffres de la dernière année précédant une période d'octroi de deux années) doit faire l'objet d'une déclaration sur l'honneur, signée et introduite par la Présidence de l'organisation professionnelle représentatives auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. Ce nombre ainsi que l'identité des membres seront contrôlés par un Huissier de Justice désigné par le Fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé de l'Institut national précité, sur base de listes informatisées qu'il demandera à l'organisation professionnelle. Seul cet Huissier de Justice aura connaissance de ces identités à seule fin de ce contrôle. L'Institut national précité n'y aura pas accès et recevra un constat de l'Huissier de Justice à l'issue du contrôle établissant que la déclaration sur l'honneur est exacte ou non. Cette dernière condition doit être remplie avant tout paiement de montants.

§ 2. Pour l'année 2019, le montant de base visé au § 1^{er}, 1° est fixé à 63.817,93 EUR par organisation professionnelle représentative et le montant complémentaire est fixé selon la formule reprise au § 1^{er}, 2°.

En aucun cas, ces montants cumulés ne peuvent dépasser un montant de 387.000 EUR sur base annuelle. Si le résultat de l'application de la formule prévue sous le § 1^{er} dépasse ce dernier montant, les montants à octroyer aux organisations professionnelles représentatives sont diminués proportionnellement pour ne pas dépasser ce montant.

§ 3. Pour l'année 2020, les montants visés au § 2 sont adaptés à l'indice des prix à la consommation en vigueur au 1^{er} mars de l'année concernée.

Art. 3. L'intervention ne peut servir qu'à couvrir les dépenses en matière de personnel et de fonctionnement afférentes à la représentation des organisations professionnelles représentatives dans le cadre de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, telles que les indemnités, les rémunérations, les charges sociales et les petits frais de bureau.

Art. 4. Le montant annuel fixé conformément à l'article 2 est financé à charge des frais d'administration de l'Institut.

Art. 5. § 1^{er}. Le montant annuel alloué à chaque organisation professionnelle représentative en vertu du présent arrêté est versé par l'INAMI de la manière suivante :

1° 75 % du montant avant le 31 mars de l'année concernée et en ce qui concerne l'année 2019, dans le mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*;

2° 25 % dans les trois mois après que les comptes annuels pour l'année concernée approuvés par l'assemblée générale ont été transmis à l'Administrateur général de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

§ 2. L'Institut national d'assurance maladie-invalidité verse les montants au compte bancaire communiqué par l'organisation professionnelle représentative.

Art. 6. § 1^{er}. Les organisations gèrent la comptabilité conformément à l'article 17, § 3, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ou conformément à la loi du 31 mars 1898 sur les Unions professionnelles.

§ 2. Les organisations professionnelles représentatives détiennent, à l'intention de la Cour des comptes, les justificatifs qui se rapportent à l'utilisation de l'intervention allouée.

Art. 7. Si les comptes annuels visés à l'article 5, § 1^{er}, 2°, font apparaître que l'intervention n'a pas été affectée intégralement aux fins visées à l'article 3, le Conseil général institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité peut décider de ne pas verser le montant visé à l'article 5, § 1^{er}, 2°.

Art. 2. § 1. Het jaarbedrag van de tegemoetkoming bestaat voor iedere representatieve beroepsorganisatie uit twee delen :

1° een basisbedrag per representatieve beroepsorganisatie;

2° een aanvullend bedrag dat volgens de volgende formule wordt berekend : 29,91 EUR x aantal leden van de representatieve beroepsorganisatie x het percentage van de actieve geconventioneerde vroedvrouwen. Indien de representatieve beroepsorganisaties volgens taal gescheiden zijn wordt dit percentage vastgesteld volgens de taalrol van de zorgverlener die door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering is geregistreerd.

Het aantal leden (cijfers van het laatste jaar vóór een toekenningsperiode van twee jaar) moet het voorwerp uitmaken van een verklaring op erewoord die door de voorzitter van de representatieve beroepsorganisatie wordt getekend en ingediend bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. Dit aantal evenals de identiteit van de leden zullen gecontroleerd worden door een Gerechtsdeurwaarder die door de Leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het bovengenoemde Rijksinstituut werd aangewezen, op basis van geïnformateerde lijsten die hij aan de beroepsorganisatie zal vragen. Alleen deze Gerechtsdeurwaarder zal van deze identiteiten kennis nemen en dit enkel met het oog op deze controle. Het bovengenoemde Rijksinstituut zal er geen toegang toe krijgen en zal na deze controle een proces-verbaal van de Gerechtsdeurwaarder ontvangen waarbij wordt vastgesteld dat de verklaring op erewoord juist of niet juist is. Deze laatste voorwaarde moet vervuld zijn vóór de betaling van de bedragen.

§ 2. Voor het jaar 2019, wordt het basisbedrag bedoeld in § 1, 1°, vastgesteld op 63.817,93 EUR per representatieve beroepsorganisatie en het aanvullende bedrag wordt vastgesteld volgens de formule bedoeld in § 1, 2°.

In geen geval, mogen deze gecumuleerde bedragen een bedrag van 387.000 EUR op jaarbasis overschrijden. Indien het resultaat van de toepassing van de formule bedoeld onder § 1 dit laatste bedrag overschrijdt, worden de toe te kennen bedragen aan de representatieve beroepsorganisaties proportioneel verminderd om dit bedrag niet meer te overschrijden.

§ 3. Voor het jaar 2020 worden de bedragen bedoeld in § 2 aangepast aan de index van de consumptieprijzen die van kracht zijn op 1 maart van het betrokken jaar.

Art. 3. De tegemoetkoming kan enkel worden aangewend voor het verrichten van personeels- en werkingsuitgaven die verband houden met de vertegenwoordiging van de representatieve beroepsorganisaties in het kader van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, zoals vergoedingen, lonen, sociale lasten en kleine bureaunkosten.

Art. 4. Het jaarbedrag vastgesteld overeenkomstig artikel 2 wordt gefinancierd ten laste van de administratiekosten van het Instituut.

Art. 5. § 1. Het jaarbedrag dat overeenkomstig dit besluit aan elke representatieve beroepsorganisatie wordt toegekend, wordt door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering als volgt betaald:

1° 75 % van het bedrag vóór 31 maart van het desbetreffende jaar en wat betreft het jaar 2019, in de maand die volgt op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*;

2° 25 % binnen de drie maanden nadat de door de algemene vergadering goedgekeurde jaarrekening voor het desbetreffende jaar aan de administrateur-generaal van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering werd overgemaakt.

§ 2. Het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering betaalt de bedragen op het bankrekeningnummer opgegeven door de representatieve beroepsorganisatie.

Art. 6. § 1. De organisaties voeren de boekhouding overeenkomstig artikel 17, § 3, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen of overeenkomstig de wet van 31 maart 1898 betreffende de Beroepsverenigingen.

§ 2. De representatieve beroepsorganisaties houden, ten behoeve van het Rekenhof, de bewijsstukken met betrekking tot de aanwending van de tegemoetkoming ter beschikking.

Art. 7. Indien uit de jaarrekening bedoeld in artikel 5, § 1, 2°, blijkt dat de tegemoetkoming niet volledig werd aangewend voor de doeleinden bepaald in artikel 3, kan de Algemene raad ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering beslissen dat het bedrag bedoeld in artikel 5, § 1, 2°, niet wordt betaald.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 9. La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Minister van Sociale zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2019/202799]

11 JUNI 2019. — Arrêté royal fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les Unions nationales

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté abroge, au 1^{er} juillet 2019, l'arrêté royal du 21 novembre 2018 fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les Unions nationales.

Le présent arrêté vise à accroître la sécurité juridique du mode de répartition des frais d'administration entre les Unions nationales.

Par un arrêté du 21 novembre 2018, le mode de répartition des frais d'administration entre les Unions nationales a été modifié afin notamment de mieux refléter les différents éléments de la charge de travail.

Cet arrêté royal fait l'objet d'un recours en annulation introduit par une union nationale. Dans le cadre de ce recours, des moyens qui ne touchent pas au fond de la mesure sont soulevés.

D'autres unions nationales sont intervenues à la procédure pour défendre la validité du nouveau régime ainsi mis en place.

Il en ressort que le nouveau mode de répartition des frais d'administration, s'il est contesté, est également soutenu par une large frange du secteur. Les discussions préalables à son adoption avaient déjà témoigné de cette forte adhésion.

L'implication des unions nationales dans le débat devant le Conseil d'État indique, par ailleurs, le besoin de clarté quant au mode de répartition, notamment pour assurer l'effectivité de l'objectif poursuivi.

Le présent projet d'arrêté royal vise à assurer cette sécurité juridique et à confirmer le choix qui a été posé par l'arrêté royal du 21 novembre 2018.

Compte tenu de la période d'affaires courantes, le choix est fait de remplacer le texte actuellement en vigueur par un même régime, applicable à partir du 1^{er} juillet 2019. Ainsi, ce régime se substituera au régime déjà mis en place par l'arrêté royal du 21 novembre 2018 et, dès lors, à celui qui existait sous l'empire de l'arrêté royal du 4 février 2002 fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les unions nationales, abrogé formellement par l'arrêté royal du 21 novembre 2018.

Le projet d'arrêté royal a été soumis, pour avis, à la section de législation du Conseil d'État le 22 mars 2019. Celle-ci n'a pas communiqué d'avis dans le délai requis. Il est apparu, lors de la finalisation du projet, que le préambule ne faisait - par erreur - pas mention de l'arrêté royal du 21 novembre 2018 fixant le mode de répartition des frais d'administration entre les Unions nationales. Cette erreur matérielle a été corrigée.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre des Affaires sociales,
M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2019/202799]

11 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heft met ingang van 1 juli 2019 het koninklijk besluit van 21 november 2018 tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden op.

Dit besluit heeft tot doel de rechtszekerheid van de verdelingswijze van de administratiekosten tussen de landsbonden te vergroten.

Bij besluit van 21 november 2018 werd verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden gewijzigd teneinde in het bijzonder de verschillende elementen van de werklust beter te weerpiegelen.

Tegen dit koninklijk besluit werd door een landsbond een beroep tot nietigverklaring ingesteld. In het kader van dit beroep worden middelen aangevoerd die niet raken aan de grond van de maatregel.

Andere landsbonden zijn in de procedure tussengekomen om de geldigheid van de nieuwe regeling te verdedigen.

Hieruit blijkt dat de nieuwe verdelingswijze van de administratiekosten, indien betwist, ook door een groot deel van de sector wordt gesteund. Uit de besprekingen voorafgaand aan de goedkeuring van het voorstel bleek al dat het op veel steun kon rekenen.

De betrokkenheid van de landsbonden bij het debat voor de Raad van State wijst er ook op dat er behoefte is aan duidelijkheid over de verdelingswijze, met name om de effectiviteit van het nagestreefde doel te waarborgen.

Dit ontwerp van koninklijk besluit heeft tot doel deze rechtszekerheid te waarborgen en de keuze van het koninklijk besluit van 21 november 2018 te bevestigen.

In het licht van de periode van lopende zaken wordt ervoor gekozen de huidige tekst te vervangen door dezelfde regeling, die met ingang van 1 juli 2019 van toepassing is. Deze regeling komt dus in de plaats van de regeling die reeds werd ingevoerd bij het koninklijk besluit van 21 november 2018 en dus ook van de regeling die bestond bij het koninklijk besluit van 4 februari 2002 tot vaststelling van de verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden, dat formeel werd opgeheven bij het koninklijk besluit van 21 november 2018.

Het ontwerp van koninklijk besluit werd op 22 maart 2019 ter advies voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State. Deze heeft geen advies uitgebracht binnen de gestelde termijn. Bij de finalisering van het ontwerp is gebleken dat in de preambule - per vergissing - geen melding werd gemaakt van het koninklijk besluit van 21 november 2018 tot vaststelling van verdelingswijze van de administratiekosten onder de landsbonden. Deze materiële fout werd gecorrigeerd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE BLOCK